

Le Labour, du néo- travaillisme au parti d'Ed Miliband

Fabien Escalona*

* ATER en science
politique à l'IEP de
Grenoble, collaborateur
scientifique au
Cevipol (ULB)

Le Centre d'étude et de recherche que Fabien Escalona et Mathieu Vieira animent au sein de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès entend contribuer à une meilleure diffusion des connaissances disponibles sur les partis de gauche en Europe. La présente Note s'inscrit dans cette ambition et dans la série d'études de cas qu'ils souhaitent développer à propos de plusieurs des grands pays européens.

Pendant un peu moins d'une dizaine d'années, le *New Labour* a constitué une référence. Positive ou négative, elle s'avérait incontournable dans les débats parcourant la gauche et la famille sociale-démocrate. Or, non seulement la volonté d'exportation de leurs conceptions par les néo-travaillistes a connu une fortune mitigée¹, mais la centralité du projet de la « Troisième voie » a bel et bien disparu. Depuis que la grande crise économique a révélé les fragilités patentes du modèle britannique et balayé le gouvernement de Gordon Brown, le néo-travaillisme n'agit plus comme pôle d'attraction ou de répulsion au sein de la social-démocratie européenne. Avec cette Note, nous proposons cependant de nous pencher à nouveau sur le destin d'une formation sociale-démocrate qui ne suscite plus le même intérêt qu'auparavant, mais nous dit peut-être encore quelque chose des évolutions de la famille à laquelle elle appartient. Pour cela, nous restituons (avec le bénéfice du recul) l'arrière-plan historique à partir duquel

1. Comme le souligne Thibaut Rioufreyt : « Ce qui avait donné des succès pour le moins nuancés sur les fronts partisan et idéologique a été poursuivi au sein de think tanks et de relais dans les institutions européennes sous la forme de propositions et d'instruments de politiques publiques » (« Les passeurs de la Troisième Voie », *Critique internationale*, 59, 2013, p.40).



agissent Ed Miliband et la direction actuelle du parti. Nous présentons ensuite quelques-unes des innovations qui ont été promues récemment, pour mieux apprécier, en conclusion, la situation actuelle du *Labour*.

DE L'AVÈNEMENT À L'HÉRITAGE DU NÉO-TRAVAILLISME

L'expérience du *New Labour* et les efforts actuels d'Ed Miliband ne peuvent se comprendre et s'interpréter sans remonter à la période 1979-83. Celle-ci a préparé un « moment de bifurcation » du travaillisme britannique, marquant la défaite de la gauche socialiste du parti et le début d'un long processus de « reconversion partisane », qui aboutit au triomphe des « modernisateurs » autour de Tony Blair. Deux phases distinctes ont en fait marqué ce processus. La première, essentiellement sous la direction de Neil Kinnock, a vu la marginalisation interne de l'aile gauche, la modération significative des positions du parti par une révision programmatique, et l'introduction de nouvelles techniques de campagne adaptées aux nouveautés audiovisuelles. La seconde, qui constitue la phase « néo-travailleiste » proprement dite, a aussi combiné mutations programmatiques, sociologiques et organisationnelles. Ouverte par le succès interne de Blair dans la révision symbolique de la clause IV des statuts du *Labour* (qui évoquait la « socialisation des moyens de production »), elle ne s'est refermée qu'après trois victoires consécutives, qui ont assuré aux travailleistes une longévité au pouvoir exceptionnelle mais ont été suivies par une défaite tout aussi historique.

Genèse du néo-travailleisme

Pendant plus d'une quinzaine d'années, s'est donc accompli un changement partisan dont les modalités peuvent être exprimées en empruntant le vocabulaire du politiste Angelo Panebianco². Un fort « défi environnemental » fut posé au *Labour* par le double échec électoral de 1979 et 1983 : le premier survint après que le gouvernement travailleiste de Callaghan eut renoncé aux remèdes keynésiens traditionnels, tandis que le second sanctionna un parti divisé et ne parvenant pas à convaincre de la crédibilité d'un de ses programmes les plus radicalement à gauche de l'après-guerre. Cette phase critique de l'histoire travailleiste déboucha sur un « changement dans

2. A. Panebianco, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Le Labour, du néo- travailleurs- au parti d'Ed Miliband

la composition de la coalition dominante du parti », dont résulta une modification progressive des « règles » internes et des « fins » du parti.

En réalité, plutôt qu'un enchaînement chronologique parfait de ces étapes, c'est une bataille sur plusieurs terrains en simultané qui se déroula, pour définir *quels types* de coalition dirigeante et de mutations l'emporteraient. Les épisodes de cet affrontement sont souvent présentés comme opposant une aile droite à une aile gauche du parti. Il est vrai que la seconde s'appuya sur la perte de crédibilité de la première et sur la radicalisation de la base militante pour imposer des règles permettant de davantage « lier » les parlementaires et un éventuel gouvernement pendant l'exercice du pouvoir. Pour autant, des lignes de fractures parcoururent les deux blocs : alors que plusieurs « néo-révisionnistes » de la droite du parti firent scission pour s'allier ensuite avec les libéraux³, une « *soft left* » s'opposa bientôt à une « *hard left* ». Cette dernière fut identifiée à Tony Benn mais incluait aussi, en bonne partie, des mouvements extra-parlementaires qu'il ne contrôlait pas directement. Or, la *hard left* fut justement accusée de diviser le parti par son maximalisme, tandis que son basisme heurtait, chez de nombreux syndicalistes et députés de la *soft left*, leur attachement profond au sens de la hiérarchie et au parlementarisme.

La défaite de 1983 fut par conséquent largement imputée à la gauche benniste. Celle-ci avait en réalité perdu sa dynamique depuis l'année 1981, marquée par la défaite de son champion au poste de chef de file des députés. Les multiples contre-arguments qu'elle avançait échouèrent à briser la caricature qui lui collait déjà à la peau de « gauche dingue ». Les autres défaites électorales qui suivirent furent ensuite autant de justifications à l'idée que la transformation n'était pas encore assez aboutie. Ce qui triompha, pour faire à nouveau référence au modèle de Panebianco, c'est donc une « stratégie d'*adaptation* à l'environnement », présumée seule capable de répondre à l'objectif devenu majeur de « survie de l'organisation », contre une « stratégie de *domination* de l'environnement », au service de la « réalisation de la cause » socialiste que le parti était censé véhiculer. Dès lors, la nouvelle coalition dominante du *Labour* s'attacha à modifier l'organisation du parti et son projet, et à élargir sa base électorale.

3. Certains retrouvèrent ensuite le *Labour* sous le leadership de Tony Blair.



Les trois dimensions de la reconversion néo-travailliste

- *L'évolution de l'organisation travailliste.* Neil Kinnock reconnut qu'il fut contraint, compte tenu des rapports de force et de la structure du parti, d'agir lentement et avec prudence sur l'organisation de celui-ci, pour mieux marginaliser la *hard left* et transformer le contenu du projet travailliste⁴. De façon générale, ses mandats à la tête du parti et ceux de Blair furent marqués par la progression de quatre phénomènes : la professionnalisation du parti, aux plans de son fonctionnement interne comme de sa communication externe ; la centralisation du pouvoir au niveau du leader et l'accroissement de son autonomie ; la réduction de l'influence des syndicats ; une démocratisation relative du recrutement militant et des procédures internes, qui favorisa l'ouverture à des milieux sociaux convoités électoralement, mais aussi la dilution du poids des activistes les plus radicaux⁵.

- *La reformulation du projet travailliste.* Celle-ci est allée dans le sens d'une modération radicale des engagements programmatiques du *Labour*, aboutissant au manifeste le plus centriste de son histoire en 1997. La modernisation placée tardivement sous le signe de la « Troisième voie » n'a pas été une simple répétition des tentatives révisionnistes des années 1950-60. Si Kinnock et Blair ont puisé dans les influences idéologiques plurielles ayant infusé le travaillisme britannique, ils ont surtout présidé à l'adoption par leur parti de conceptions de l'égalité, du rôle de l'État et de l'ordre social, qui furent qualitativement en retrait des conceptions sociales-démocrates traditionnelles⁶. Une fois les néo-travaillistes à l'épreuve du pouvoir, cela s'est concrètement traduit sur le plan économique et social par l'acceptation de larges pans du legs thatchérien. Quoique très orthodoxes dans leurs options macroéconomiques, les néo-travaillistes ont certes profité du dynamisme du capitalisme britannique pour augmenter des dépenses à caractère social et investir dans les services publics. Toutefois, en refusant de s'inquiéter d'où venait la croissance

4. N. Kinnock, « Reforming the Labour Party », *Contemporary Record*, 8(3), 1994, 535-54.

5. A. Alexandre-Collier et E. Avril, *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, 2013, pp. 96-120 ; F. Faucher, « United Kingdom », in J.-M. De Waele, F. Escalona et M. Vieira (dir.), *The Palgrave Handbook of Social Democracy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 372-398.

6. J. Tournadre-Plancq, *Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie britannique ?*, Paris, Dalloz, 2006.



Le Labour, du néo- travaillisme au parti d'Ed Miliband

et de sa soutenabilité, ils ont consolidé un modèle très inégal et non durable, dont la faillite a précipité leur défaite en 2010⁷.

En dehors du terrain économique, le *New Labour* s'est caractérisé par un profil ferme sur les questions de sécurité, au point de se voir accusé d'atteintes aux libertés civiles (sans parler du fiasco irakien)⁸. Ce qui est cependant moins rappelé, c'est que le *New Labour* a pris de nombreuses initiatives en matière d'égalité de genre, de droits des minorités sexuelles et de lutte contre les discriminations raciales, tout en poursuivant un agenda de réformes constitutionnelles, dont la « dévolution » de pouvoirs en Écosse et au Pays de Galles. Sur les plans du libéralisme culturel et des institutions, il a donc contribué à modifier le *statu quo* et à faire évoluer les conservateurs⁹.

- *Les transformations de la coalition électorale du parti.* En 1997, le *New Labour* a progressé massivement dans tout le pays et dans toutes les catégories sociales, mais relativement plus auprès des classes moyennes et supérieures. De ce point de vue, la comparaison de la défaite du *New Labour* en 2010 avec celle du *Old Labour* en 1983 est révélatrice. Dans les deux cas, les travaillistes reculent fortement dans le pays et atteignent un point bas historique qui les ramène à l'étiage du premier après-guerre. Mais alors que le niveau de support des couches populaires est identique pour les deux scrutins, le score réalisé auprès des classes moyennes/supérieures dépasse en 2010 tous ceux de la période pré-1997, tant le recul en leur sein est contenu. Les plus désavantagés suivent la tendance générale de l'électorat, même s'ils continuent à soutenir les travaillistes davantage que les conservateurs. À l'inverse, l'avantage relatif historiquement donné par les plus favorisés aux conservateurs continue de se réduire¹⁰. Conformément à cette tendance, ce sont d'ailleurs les catégories socio-professionnelles les plus élevées pour lesquelles le « swing » en faveur des conservateurs a été le plus faible de 2005 à 2010 (et même nul pour les femmes parmi ces catégories)¹¹. Le « swing » est en revanche maximal pour les travailleurs manuels qualifiés, catégorie pour laquelle on observe un véritable décrochage.

7. Sur l'orthodoxie du *New Labour* et les limites des progrès sociaux sous ses législatures : C. Hay, « The normalizing role of rationalist assumptions in the institutional embedding of neoliberalism », *Economy and Society*, 33(4), 2004, pp. 500-27 ; J.-P. Fons, « Poverty and inequality: has New Labour delivered? », *Observatoire de la société britannique*, 10, 2011, en ligne : <http://osb.revues.org/1174> ; D. Weldon, « Beyond living with capitalism: the Labour Party, macroeconomics, and political economy since 1994 », *Renewal*, 21(2/3), 2013, pp. 21-33 ; J. Callaghan, « Social democracy in the light of capitalist crises: the case of British Labour », in D. Bailey, J.-M. De Waele, F. Escalona et M. Vieira (dir.), *European Social Democracy During the Great Economic Crisis: Renovation or resignation ?*, Manchester, Manchester University Press, 2014.

8. F. Faucher-King et P. Le Galès, *Les gouvernements New Labour*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 187-97.

9. R. Heffernan, « Labour's New Labour legacy: Politics after Blair and Brown », *Political Studies*, 9, 2011, pp. 163-77.

10. H. Sen, « The 'Core Vote, Swing Vote' fallacy », *Fabian Essays*, 2012, en ligne : www.fabians.org.uk

11. Ipsos Mori, « How Britain Voted in 2010 », en ligne : www.ipsos-mori.com

Le Labour, du néo- travallisme au parti d'Ed Miliband

Estimations du vote par catégorie sociale en faveur du Old Labour (1979 et 1983) et du New Labour (1997-2010)

	Oct. 1974	1983	1997	2001	2005	2010
Score général réel	39,3	27,6	43,2	40,7	35,2	29
ABC1	19	16	34	34	30	27
C2	49	32	50	49	40	29
DE	57	41	59	55	48	40

Source : Ipsos-Mori. ABC1 = professions moyennes et supérieures ; C2 = travailleurs manuels qualifiés ; DE = main-d'œuvre peu ou pas qualifiée, bénéficiaires de minima sociaux.

Au-delà des fluctuations de niveau, le *New Labour* a donc réussi à améliorer sa position relative auprès des catégories sociales en ascension démographique. Ce qui est vrai des classes moyennes salariées l'est aussi pour les « minorités de couleur ». En 2010, il s'agissait de la catégorie de population pour laquelle la surreprésentation des travaillistes était la plus forte, et leur recul parmi les plus faibles enregistrés. Une étude récente a d'ailleurs fait grand bruit, qui soulignait que les électeurs noirs et asiatiques auraient en 2015 une capacité inégalée à faire basculer des sièges de députés, et que les conservateurs se trouvaient être les premiers menacés¹².

LE LABOUR DEPUIS ED MILIBAND

Les représentations les plus courantes font du nouveau leader du *Labour*, Ed Miliband, le tenant d'une orientation de centre-gauche décidée à rompre avec les excès de l'ère Blair. Toutefois, et bien qu'il ait été affublé du surnom d'« Ed le Rouge » en raison du soutien qu'il a trouvé auprès des syndicats pour son élection, Miliband a clairement exprimé que sa volonté consistait à dépasser les conflits internes et les erreurs du passé, mais pas à renier en bloc les évolutions du parti, ni à opérer un « coup de barre à gauche ». Il assura même que les vrais modernisateurs ne pouvaient se contenter de cultiver la nostalgie du *New Labour*, ni conserver la même grille de lecture que les leaders qui firent l'effort « nécessaire » de neutraliser certaines factions du parti dans les années 1980¹³. Au-delà des interrogations sur la popularité et le charisme personnel du leader actuel (il aurait enfin fendu l'armure lors de la dernière conférence annuelle du parti, tout en réussissant à polariser le débat autour du coût de la vie), il convient de s'intéresser aux

12. V. Dodd et R. Siyal, « Ethnic minority voters could hold key to 2015 general election result », *The Guardian*, 11 août 2013.

13. E. Miliband, Essay in *The Labour Leadership*, Fabian Society, 2010, pp. 55-66.



Le Labour, du néo- travaillisme au parti d'Ed Miliband

évolutions ou initiatives auxquelles il a présidé, en particulier à propos du projet et de l'organisation du *Labour* « post-Troisième voie ».

La reformulation du projet travailliste

Ed Miliband a successivement initié deux types de *policy review* depuis son accès au leadership du parti. La première étape a consisté en la rédaction de plusieurs rapports consacrés au renouveau programmatique et organisationnel, et fondés sur de larges consultations de membres, groupes affiliés et sympathisants du parti. En parallèle, un réseau de responsables et intellectuels proches du Labour a lancé une réflexion ayant abouti à un ensemble d'essais intitulé *The Labour tradition and the politics of paradox*. Préfacé par Miliband, ce recueil contenait alors la proposition de Maurice Glasman d'un « *Blue Labour* », label réunissant à l'époque des intellectuels comme Jonathan Rutherford ou des responsables politiques comme le député Jon Cruddas. Sans que ces derniers soient liés par une définition partagée de ce qu'était le *Blue Labour*, il est possible de soutenir que celui-ci consistait en la réhabilitation des traditions conservatrices et radicales du travaillisme britannique, enracinées dans une éthique du bien commun, de la solidarité, du refus de la « dépossession » marchande, mais qui auraient été ensevelies par l'étatisme et le technocratisme du *Old Labour*, redoublés par la soumission à la globalisation du *New Labour* (voir encadré page 9). Le réseau ayant porté cette proposition s'est cependant rapidement désagréé, la référence au label étant devenue impossible après les propos réactionnaires de Glasman sur l'immigration¹⁴.

On retrouve pourtant plusieurs des préoccupations du *Blue Labour* au sein de la seconde étape de *policy review* initiée par Miliband, qui en mai 2012 nomme Cruddas nouveau responsable du processus. L'objectif évident est alors de laisser de côté les politiques précises pour une doctrine générale, ou plus exactement la confection d'un nouveau « récit travailliste ». Ce dernier est censé résumer et mettre en perspective les propositions concrètes du parti, tout autant que mobiliser autour de valeurs propres et d'un nouveau modèle de société. Depuis un an et demi, ce récit a pris forme sous le nom de *One Nation Labour*. Il s'articule autour de plusieurs idées-clés, dont celle d'une refonte volontariste de l'économie britannique, qui tendrait à l'avènement d'un « capitalisme responsable », c'est-à-dire générateur d'une croissance inclusive et soutenable. Une telle ambition

14. Une commentatrice a ironiquement présenté le *Blue Labour* comme un groupe en passe de devenir culte « précisément parce qu'il se sépara avant d'enregistrer quoi que ce soit » (S. Katwala, « The identity crisis of Jon Cruddas », *Renewal*, 20(2/3), 2012, p. 17).



supposerait d'une part le retour à une politique industrielle ambitieuse, qui s'apparenterait à une « révolution de l'offre » par la gauche après celle de la droite thatchérienne, et d'autre part la mise en place de mécanismes réducteurs d'inégalités, qui ne soient pas uniquement correcteurs mais fonctionneraient au cœur même du système productif (ce que les Britanniques désignent sous le terme de *predistribution*)¹⁵.

Par ailleurs, le récit du *One Nation Labour* apparaît séduisant en ce qu'il semble d'un côté tirer la leçon des échecs du *New Labour*, et de l'autre souligner ceux du gouvernement actuel et de sa vision sacrificielle de l'austérité. Ce tour de force se ferait grâce à un terme exaltant l'unité nationale, qui fut d'ailleurs utilisé jadis par un Premier ministre conservateur (Disraeli). Alors que le terme rappelle aussi la formule de « maison du peuple » utilisée par le leader suédois Hansson dans l'entre-deux-guerres, les valeurs de réciprocité et d'obligation mutuelle qui y sont attachées font écho à d'autres tentatives contemporaines de renouveler une doctrine sociale-démocrate autour de la notion de « décence ».

Il ne faut cependant pas surestimer la nouveauté de ce discours. Mark Wickham-Jones rappelle justement que plusieurs pièces de ce puzzle narratif se retrouvent sous l'ère Kinnock comme sous l'ère Blair, qu'il s'agisse des attaques du premier contre le « court-termisme » et la financiarisation qui mineraient l'économie britannique, ou de la rhétorique du second qui incluait les notions de « communauté » et de « société de partenaires ». Au final, le nouveau cri de ralliement d'Ed Miliband traduirait davantage son appartenance à la lignée des modernisateurs du parti plutôt qu'un virage à gauche¹⁶.

Cette dernière observation suggère qu'au-delà de l'idéologie, le détail des politiques publiques censées la traduire en faits est crucial pour mesurer sa crédibilité. Or, nous touchons là à une faille non encore résolue du nouveau récit travailliste, à savoir la déconnexion (voire la contradiction) entre le projet de moyen terme qu'il implique, différent du bilan concret des années Blair-Brown, et les positions à court terme du parti¹⁷. Tout d'abord, une partie de celles-ci témoigne

15. Pour le contenu du nouveau récit travailliste, voir S. Wood, « Explaining One Nation Labour », *The Political Quarterly*, 84(3), 2013, pp. 317-20. Pour des détails sur le processus de *policy review*, voir dans le même numéro la contribution de J. Gaffney et A. Lahel, « The Morphology of the Labour Party's One Nation Narrative: Story, Plot and Authorship », pp. 330-41.

16. M. Wickham-Jones, « The Modernising Antecedents and Historical Origins of One Nation Labour », *The Political Quarterly*, 84(3), 2013, pp. 321-29.

17. J. Derbyshire, « Lost in thought? », *Prospect*, 21 août 2013.

Le Labour, du néo- travaillisme au parti d'Ed Miliband

d'une soumission à la logique d'austérité¹⁸. Ed Miliband et son chancelier « fantôme » Ed Balls ont ainsi accepté par avance de gouverner dans le cadre des coupes de dépenses publiques (y compris sociales) planifiées par le gouvernement conservateur pour les années à venir. Ensuite, bon nombre d'outils nécessaires au « capitalisme responsable » souhaité par le *Labour* restent encore à préciser. Or, ils impliqueraient de telles altérations des rapports de forces internes au capitalisme britannique que la rhétorique trans-classiste du *One Nation Labour* risquerait d'être sérieusement heurtée par la résurgence des intérêts antagonistes qui n'en continuent pas moins d'exister dans toute formation sociale.

BLUE LABOUR : UN RETOUR AUX SOURCES DU TRAVAILLISME ?

La proposition du *Blue Labour* se voulait une réponse à la version britannique de la crise de la social-démocratie. Selon cette grille de lecture, le travaillisme contemporain devrait son échec à son oubli de la tradition radicale anglaise, reposant sur des luttes localisées et collectives contre les dynamiques de dépossession, d'aliénation et d'atomisation charriées par le capitalisme naissant. Répudiant l'étatisme, le libéralisme abstrait et la globalisation, le *Blue Labour* appelait à réévaluer le conservatisme que partagerait une majorité des classes populaires, ainsi que les micro-résistances des associations, des mutuelles, et plus largement des « communautés » fondées sur des identités traditionnelles et un sentiment d'appartenance fort. Elles pourraient être, selon Glasman, les dépositaires d'un pouvoir politique et économique beaucoup trop centralisé et concentré, au point de conclure : « you could call it socialism in one county »¹.

Plusieurs critiques ont été adressées à l'égard du *Blue Labour*. Pour commencer, sa lecture historique apparaît comme rapide et biaisée. Cela se remarque dans la critique sans nuance de l'expérience du pouvoir de 1945-51, mais surtout dans l'évacuation de l'influence du libéralisme et des principes universalistes sur le développement du socialisme et du mouvement ouvrier. De façon générale, avant ou après 1945, il serait faux d'imaginer une coupure étanche entre des acteurs de terrain hostiles à l'action de l'État et des dirigeants

1. M. Glasman, « Labour as a radical tradition », in *The Labour Tradition and the Politics of Paradox*, London, The Oxford London Seminars/Soundings, 2011, p. 32.

18. P. Marlière, « Coping with TINA: The Labour Party and the new crisis of capitalism », in D. Bailey *et al.*, *op.cit.*

Le Labour, du néo- travallisme au parti d'Ed Miliband

technocrates inattentifs au mutuellisme². On peut certes accorder que le but premier du *Blue Labour* étant idéologique, il justifiait une reconstruction du passé servant cette fin. Toutefois, les biais de son entreprise mythologique se retrouvaient dans les problèmes *politiques* que posaient ses recommandations.

Premièrement, l'opposition faite entre les principes abstraits et les luttes concrètes se révélait largement artificielle, alors que leur interaction permettrait par exemple d'éviter la dérive localiste des combats « situés ». Deuxièmement, la critique du *Welfare State* et de la politique « par le haut », sans propositions alternatives, pouvait laisser dubitatif quant à l'avenir des micro-résistances et de l'organisation des solidarités « par le bas »³. La sous-estimation des « macro-rapports de forces » avait d'ailleurs peut-être à voir avec une critique incohérente du système capitaliste, qui glorifiait les luttes contre sa dynamique marchande intrinsèque, mais tendait à opposer un « bon » capitalisme industriel au « mauvais » capitalisme financier⁴. Troisièmement, la nostalgie acritique envers les modes de vie traditionnels et les liens forts des communautés faisait litière des dominations patriarcales et nationales qui les avaient caractérisés. Au passage, le conservatisme de la classe ouvrière était postulé par le *Blue Labour* comme si celle-ci était homogène dans ses opinions et dans sa composition, et comme si ce conservatisme constituait une donnée intangible et invulnérable à tout travail politique⁵.

Au-delà des polémiques sur le multiculturalisme et l'immigration qui ont décrédibilisé le *Blue Labour*, cette entreprise intellectuelle souffrait donc d'autres défauts, dont la pensée travailliste n'est peut-être pas immune. Ces défauts peuvent se résumer par trois caractéristiques qui rendent le *Blue Labour* inadapté à une pensée de gauche contemporaine : (1) l'oubli qu'en plus d'avoir été un contre-mouvement de résistance à la marchandisation, le socialisme avait aussi tendu vers la création d'une société nouvelle ; (2) une critique sous-calibrée et conservatrice de l'ordre institutionnel et économique ; (3) une incompréhension de la dynamique de la logique démocratique, qui remet *nécessairement* en cause des rapports sociaux considérés comme traditionnels et protecteurs.

2. J. Lawrence, « Blue Labour, One Nation Labour, and the lessons of history », *Renewal*, 21(2/3), 2013, pp. 6-13.

3. S. White, « Blue Labour: a Republican critique », www.opendemocracy.net, 8 juin 2011.

4. E. Rooksby, « Blue Labour and the limits of social democracy », *Renewal*, 19(3/4), 2011, pp. 104-117.

5. C. Berry, « Old, new, borrowed or blue... Has Blue Labour been duped by conservatism? », www.opendemocracy.net, 23 juin 2011.



Le Labour, du néo- travailleisme au parti d'Ed Miliband

L'organisation travailliste

Bien qu'Ed Miliband ait pris des distances rhétoriques avec le *New Labour* et soit apparu « à la gauche » de son frère David qui brigait lui aussi le leadership, il convient de rappeler que son élection est loin d'avoir constitué une revanche de l'aile gauche. Ed Miliband lui-même a fait sa carrière politique auprès des modernisateurs du parti, et notamment de Gordon Brown dont il a été le secrétaire d'État à l'énergie et au changement climatique. Son actuel chancelier dans le cabinet fantôme, Ed Balls, fut lui aussi un proche de Brown, après avoir été une des plumes du *Financial Times* et un des acteurs ayant forgé la pensée économique du *New Labour*, notamment en plaidant pour l'indépendance de la banque centrale¹⁹. Le prédécesseur de Balls au poste de *shadow chancellor*, lui aussi nommé par Miliband, était Alan Johnson, un proche de Tony Blair qui n'avait pas hésité à soutenir le plan de consolidation fiscale adopté par les conservateurs à leur arrivée au pouvoir. De façon générale, la *hard left* est toujours marginalisée dans le parti, comme en atteste la faible performance de la candidate la plus à gauche (Diane Abbott) dans la course au leadership travailliste en 2010 : 7,5 %. Et quand bien même une aile gauche continue de survivre, ses revendications et ses perspectives stratégiques restent loin de celles de la gauche benniste et extra-parlementaire des années 1970-80.

Sur le plan de la structure partisane, le *Labour* n'a pour l'instant pas connu des changements internes majeurs. Néanmoins, Ed Miliband a évoqué à l'été 2013 un projet de réforme organisationnelle qui verrait la fin d'une caractéristique majeure de la branche travailliste de la social-démocratie : l'adhésion automatique des membres des syndicats affiliés au parti. Le prétexte en a été la sélection d'un nouveau candidat dans la circonscription de Falkirk en Écosse, où le syndicat *Unite* fut accusé de fraudes pour faire élire son candidat. Une telle réforme, qui aurait sûrement des conséquences sur la nature du collège électoral élisant le leader travailliste, devrait faire l'objet d'une conférence spéciale au mois de mars 2014. La méthode est comparable à celle qui avait été utilisée à l'époque de la révision de la clause IV par les néo-travailleistes. Alors que Tony Blair et Peter Mandelson ont d'ailleurs chaudement encouragé l'idée de Miliband, les soutiens de ce dernier contestent l'interprétation selon laquelle Miliband « finirait le travail » des modernisateurs consistant à détruire le lien parti-syndicats. Selon eux, il s'agirait seulement

19. D. Weldon, *op.cit.*



Le Labour, du néo- travaillisme au parti d'Ed Miliband

d'aboutir à plus de transparence et au recrutement de membres plus actifs au sein d'un parti de masse moderne²⁰.

Il n'en reste pas moins que l'un des objectifs de la réforme est de diversifier le financement du parti, ce qui a bien constitué un des axes de réforme des modernisateurs, dans le but de prouver que les travaillistes n'étaient pas sous la coupe d'intérêts sectoriels. Le danger financier est d'ailleurs réel et soulevé par les opposants à une telle mesure, qui soulignent que le parti devrait alors quémander davantage d'argent à des entreprises et des riches donateurs. Certains avancent que cela signifierait encore moins de liens avec le monde du travail salarié, alors que les élites travaillistes en sont déjà de moins en moins représentatives. Ajoutons que la poursuite de la dégradation du statut des syndicats serait synonyme d'une normalisation accrue de la configuration partisane travailliste, pour laquelle le lien aux syndicats a toujours été un obstacle²¹.

Un dernier enjeu de l'organisation partisane concerne la contradiction entre la dévolution organisée par les travaillistes à l'échelle du Royaume-Uni, et la permanence du caractère unitaire du *Labour*. Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril ont émis l'hypothèse d'une transition vers un parti « multi-niveaux » après la plus grande autonomie accordée par Miliband à la branche écossaise²². Une dissymétrie a en tout cas été créée avec la branche galloise, qui sera peut-être corrigée et reflète pour l'instant des performances contrastées. Dans un cas, les travaillistes ont en effet intelligemment composé avec le nationalisme gallois et n'ont cessé de dominer la scène politique pendant la décennie post-dévolution. Dans l'autre, ils peinent à élaborer une stratégie permettant de redresser une trajectoire qui les a fait passer du statut de force hégémonique à celui de parti d'opposition, face à des nationalistes écossais ayant conquis une majorité absolue en 2011²³.

CONCLUSION : LE NÉO-TRAVAILLISME ENTERRÉ VIVANT ?

Derrière la volonté de tourner la page de l'expérience néo-travailliste, on remarque la persistance de l'héritage de cette dernière dans l'évolution du *Labour* sous Ed Miliband. La logique de

20. T. Helm, « Ed Miliband set for TUC showdown over Labour's union links », *The Observer*, 7 septembre 2013.

21. Pour une critique de la mesure, voir notamment S. Milne, « Miliband, Labour and Falkirk: the real problem is unions aren't influential enough », *The Guardian*, 9 juillet 2013 ; et K. Dixon, « Ed Miliband et la question syndicale », *Savoir/Agir*, 25, 2013, pp. 117-121.

22. A. Alexandre-Collier et E. Avril, *op.cit.*

23. D. Moon, « Welsh Labour in power: 'One Wales' vs. 'One Nation'? », *Renewal*, 21(1), 2013, pp. 77-86 ; K. Dixon, « Nova Scotia ? », *Savoir/Agir*, 23, 2013, pp. 113-118.

Le Labour, du néo- travailleisme au parti d'Ed Miliband

reconversion partisane entamée depuis 1983 n'est remise en cause ni par le maintien d'une certaine orthodoxie économique, ni par la nature de la coalition dominante qui dirige le parti, ni par la réforme organisationnelle envisagée à propos de la place des syndicats. Au contraire, il est probable que cette logique soit parachevée et aboutisse à gommer les dernières spécificités du *Labour*, pour en faire une formation de centre-gauche parmi d'autres, certes à la recherche des meilleurs thèmes capables de maintenir son statut, mais ne défendant (sur le plan socio-économique en tout cas) que des alternatives secondaires à l'intérieur d'un cadre commun avec la droite conservatrice et libérale-démocrate.

Pour expliquer cette évolution, on peut évoquer le fait que malgré le score historiquement faible enregistré en 2010, la situation n'est pas sans doute pas aussi critique qu'en 1979-83. À partir de cette période, le système partisan britannique est passé d'un bipartisme classique à un système hybride, mêlant d'une part le mécanisme d'alternance caractéristique du bipartisme et, d'autre part, des périodes prolongées de compétition faible, permettant la prédominance d'un parti sur les autres (1979-97 en faveur des conservateurs, 1997-2010 en faveur des travaillistes). Le politiste Thomas Quinn a ainsi pu parler d'un « *alternating-predominant system* »²⁴, dont l'un des ressorts a été la reconversion réussie des travaillistes. Or, la défaite de 2010 ne s'est pas accompagnée d'un raz-de-marée des conservateurs, dont la mutation n'a pas assez convaincu l'électorat pour leur épargner une coalition peu confortable avec les libéraux-démocrates. De plus, le faible niveau général atteint par les travaillistes ne les a pas empêchés d'être assez forts dans un nombre suffisant de circonscriptions pour bénéficier d'une part de sièges plus importante qu'en 1983 ou en 1987.

Autrement dit, *ni la défaite des travaillistes ni la victoire des conservateurs n'ont été assez massives pour laisser penser à une nouvelle prédominance des seconds, et donc pour inciter les premiers à une nouvelle reconversion partisane*. En reprenant les catégories d'Angelo Panebianco pour observer le changement partisan, on peut donc faire l'hypothèse que la « pression environnementale » n'est actuellement pas assez forte pour être le catalyseur d'une modification radicale de l'« ordre organisationnel » du *Labour*. Par conséquent, il est probable que les innovations idéologiques ou pratiques du travailleisme britannique resteront limitées et d'un secours incertain pour le reste de la famille sociale-démocrate européenne.

24. T. Quinn, « From Two-Partism to Alternating Predominance: The Changing UK Party System, 1950-2010 », *Political Studies*, 61, 2013, pp. 378-400.